



HAL
open science

Maurice Godelier, rencontres. À la recherche des rapports sociaux de sexe

Anne-Marie Daune-Richard

► **To cite this version:**

Anne-Marie Daune-Richard. Maurice Godelier, rencontres. À la recherche des rapports sociaux de sexe. Sous les sciences sociales, le genre : relectures critiques, de Max Weber à Bruno Latour, D. Chabaud-Rychter, V. Descoutures, A.-M. Devreux, et E. Varikas (sous la direction de), La Découverte, 2010. P. 94-106, pp.94-106, 2010. halshs-03163546

HAL Id: halshs-03163546

<https://shs.hal.science/halshs-03163546>

Submitted on 9 Mar 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Maurice Godelier, rencontres. À la recherche des rapports sociaux de sexe

par Anne-Marie Daune-Richard

Agrégé de philosophie, Maurice Godelier s'oriente d'abord vers l'économie politique et réalise rapidement l'intérêt d'une approche historique et anthropologique. Il se consacre alors à l'anthropologie économique (1960-1970) et entre comme chef de travaux à l'École pratique des hautes études (EPHE). Il développe une approche marxiste de l'anthropologie, travaillant la question de la valeur, celle des modes de production, de leur articulation et des rapports sociaux qui les constituent [Godelier, 1969 ; 1973].

Au milieu des années 1960, il part en Nouvelle-Guinée où il étudie les Baruya en y faisant de nombreux séjours jusqu'à la fin des années 1980. Cette société marquée par la domination masculine le conduit à s'intéresser à cette question et, partant, aux recherches féministes [Godelier, 1982].

En 1982, il est nommé directeur d'un nouveau département du CNRS qu'il dirige jusqu'en 1986 : le département des sciences de l'homme et de la société regroupant, à sa demande, les sciences humaines et les sciences sociales. Il lance des initiatives importantes pour les études féministes : un grand colloque national « Femmes, féminisme et recherches » rassemblant plusieurs centaines de chercheuses de toutes disciplines à Toulouse en décembre 1982 ; un programme de recherche CNRS spécifique (Action thématique programmée « Recherches sur les femmes et recherches féministes ») en 1983. Il reçoit la médaille d'or du CNRS en 2001, distinction très exceptionnellement attribuée à des chercheurs en sciences sociales.

Dans l'espace imparti ici pour présenter – et discuter – l'apport d'un auteur aux recherches sur le genre, la nécessité de choisir un fil conducteur m'a conduite à un questionnement autour des rapports sociaux. Car, même si les travaux de M. Godelier ont constitué un apport pour d'autres domaines des recherches sur le genre – je pense à la division sexuelle du travail par exemple – c'est, à mes yeux, sa réflexion sur les rapports sociaux qui représente sa contribution la plus originale et la plus féconde à ces recherches au tournant des années 1970-1980. En tous cas, pour mon expérience personnelle, ses propositions ont été un stimulant et un soutien dans un parcours « à la recherche » des rapports sociaux de sexe [cf. Battagliola *et al.*, 1990 (1986)].

Dans une première partie, c'est la question de l'adaptabilité des rapports sociaux, de la « plasticité » pour reprendre le terme de Monique Haicault [2000, p. 67 et sq], qui sera abordée ; l'approche des processus de la domination sera discutée dans une deuxième partie ; une troisième et dernière partie sera consacrée à la conception qu'a M. Godelier de la domination masculine et de ses fondements.

À propos de la plasticité des rapports sociaux

Dans les années 1970, et même au début des années 1980, les approches sociologiques en termes de rapports sociaux sont – à des degrés divers – marquées par le modèle marxiste qui voit dans la base matérielle et l'économie les fondements de la production du social : c'est parce que le capital a besoin de la force de travail des prolétaires que ceux-ci sont exploités et que la classe dominante produit un discours idéologique qui, légitimant cet ordre social, aliène la conscience des travailleurs au-delà de leur aliénation matérielle. Le moteur de l'histoire est donc cette contradiction dont la dialectique n'avance qu'avec la prise de conscience des dominés qui entraîne leur mobilisation. Les premières tentatives pour théoriser la question des femmes en termes de rapports sociaux sont, pour partie, tributaire de ce modèle. Ainsi Christine Delphy [1998 (1970)] considère que le fonctionnement de nos sociétés est régi par deux modes de production « historiquement indépendants » : l'un, le « mode de production industriel », règle la production des marchandises tandis que l'autre, le « mode de production familial » ou « domestique », organise l'élevage des enfants et la production des services et marchandises domestiques. La famille est ici le lieu d'exploitation de la force de travail des femmes par les hommes.

Au début des années 1980, des chercheuses « pionnières » comme Nicole-Claude Mathieu [1991 (1971) et 1991 (1973)] et Colette Guillaumin [1992 (1978)] offrent des approches beaucoup moins formatées par ce modèle. Cependant, visant à mettre au jour l'existence, dans toute société, d'un « système de sexe » et d'un rapport social spécifique – le rapport entre sexes sociaux, entre hommes et femmes considérés comme catégories sociales –, ces approches privilégient la dimension structurale de l'oppression des femmes, laissant de côté les questions de variabilité, d'évolution, bref de plasticité de ce système et des catégories qu'il définit.

Dans un contexte de préoccupations visant à affiner le cadre conceptuel existant et à construire des outils permettant d'appréhender les processus de production et reproduction des rapports sociaux entre les sexes [cf. Daune-Richard et Devreux, 1990 (1986)] l'approche des rapports sociaux que développait M. Godelier constituait un appui. Et en particulier sa proposition de considérer qu'un rapport social peut remplir plusieurs fonctions. Prenant ses distances avec l'approche marxiste, il aborde autrement la « place changeante » de l'économie que décrit Polanyi [1957] et en vient à poser la question : « Dans quelles conditions et pour quelles raisons changent les lieux, les formes et les effets de l'économie, dans quelles conditions et pour quelles raisons tels ou tels rapports sociaux deviennent-ils ces lieux et ces formes, deviennent-ils rapports de production ? Il fallait donc poser la question des raisons pour lesquelles les rapports de parenté sont, au sein de multiples sociétés primitives et paysannes, en même temps rapports de production. » [1973, p. 11].

En fait, plus que la place de l'économique, c'est « le problème des raisons de la dominance de telle ou telle institution sociale, dans telle ou telle société et des changements de dominance dans l'histoire » [*Ibid.*, p. 17] qui le préoccupe. Poursuivant ce cheminement, il développe ainsi l'hypothèse que « les rapports sociaux ne jouent un rôle dominant dans une société que s'ils assument la fonction de rapports de production... » [1975, p. 29]. Ce faisant, tout en restant fidèle à la pensée marxiste de la « détermination en dernière instance » de l'économique, il ouvre la voie et invite à une analyse fine des processus d'articulation des rapports sociaux, de leurs capacités d'adaptation, de leur plasticité. En effet, si les rapports de parenté – ou les rapports religieux ou encore les rapports politiques – assurent en même temps d'autres

fonctions sociales, alors on doit chercher par exemple « comment analyser l'effet d'une fonction sur une autre à l'intérieur de mêmes rapports [...], l'effet de la transformation des conditions d'exercice d'une fonction sur les conditions de réalisation de l'autre et sur l'évolution de la structure d'ensemble de ces rapports. » [1984, p. 76].

Dans les constructions théoriques des années 1970 (« patriarcat » chez Christine Delphy, « rapport de sexage » chez Colette Guillaumin), les rapports sociaux de sexe tendent à être enfermés dans la famille. Chez Christine Delphy, le mode de production domestique est fondé sur le mariage : les classes antagonistes sont au départ constituées par les maris et femmes ; elles sont d'ailleurs nommées tantôt classes de sexe tantôt classes « patriarcales ». Pour Colette Guillaumin, le rapport d'appropriation est généralisé, il concerne bien la classe des femmes tout entière mais c'est dans la famille qu'il s'exprime de façon privilégiée parce qu'il y est institutionnellement marqué par le contrat de mariage : la famille est l'« expression individualisée » de l'appropriation d'une classe de sexe par l'autre [Guillaumin, 1992 (1978)].

Cette vision de la famille comme lieu de l'émergence du rapport d'oppression des hommes sur les femmes a – en partie tout au moins¹ – conduit à analyser la place des femmes et leur infériorisation sur le marché du travail en termes de transfert ou d'extension des caractéristiques de la division du travail dans la sphère domestique vers celle de la sphère professionnelle [*cf.* par exemple Chabaud et Fougeyrollas, 1984].

L'invitation de M. Godelier à étudier les rapports sociaux et leurs institutions dans l'articulation avec les différentes fonctions qu'ils remplissent incitait à pousser plus avant l'analyse du fonctionnement du « système social de sexe » que, pour sa part, Nicole-Claude Mathieu [1991 (1971)] ne voyait pas centré sur la famille. C'est dans cette ligne que se développent alors les travaux mettant l'accent sur la transversalité du rapport entre les sexes et, en même temps, sur les formes et modalités diversifiées qu'il prend dans des lieux spécifiés de l'espace social (proposant ici une approche en termes de « rapports sociaux de sexe » pour marquer la diversité de ces spécifications).

¹ Pour un développement de cette question, voir Daune-Richard et Devreux [1990].

Ainsi, dès les années 1970, partant du fait qu'on ne peut se contenter de constater que l'économie est encadrée dans le social [Polanyi] mais qu'il faut comprendre comment elle y est encadrée, M. Godelier propose de travailler avec l'hypothèse que les rapports sociaux peuvent remplir des fonctions autres que celles que leurs institutions affichent : ainsi les rapports de parenté peuvent fonctionner comme rapports de production. Ce faisant, il invite à travailler l'articulation des fonctions au sein d'un même rapport social et, dans le même temps, l'articulation des rapports sociaux entre eux.

Pour les analyses en termes de rapport entre les sexes sociaux, cette approche suggère de travailler à la fois à la transversalité de ce rapport et à sa dimension multiforme, dans ses différentes spécifications et composantes ; dans le même temps, elle invite à développer l'analyse de l'articulation de ce rapport avec d'autres rapports sociaux ; elle appelle enfin, plus globalement, à être attentives à la plasticité interne, dans le temps et l'espace (historicité et variabilité), de ce rapport.

L'idéal et le matériel dans les processus de domination.

Poursuivant sa prise de distance avec le marxisme de l'époque, les réflexions de M. Godelier sur l'« idéal » [1978 et 1984] offrent une grille de lecture nouvelle pour celles et ceux qui, dans les années 1980, s'intéressaient aux relations entre pratiques et représentations dans le fonctionnement des rapports sociaux. Une contribution à un séminaire de l'Atelier Production Reproduction (APRE) présente ces propositions et essaie de faire travailler l'outil dans l'analyse des rapports sociaux de sexe [Daune-Richard et Haicault, 1985].

Dans les problématiques marxistes, la question des relations entre sens et action est posée à travers le binôme idéologie/infrastructure matérielle. La notion d'idéologie y renvoie tantôt à l'idée de reflet du réel qui fait écran à la connaissance, tantôt à l'idée d'une construction qui, tout en étant chimérique, relève d'une production de normes, tantôt les deux à la fois. Dans ces problématiques, l'idéologique est analysé de façon distincte de la base matérielle puisqu'il est censé refléter, de façon plus ou moins déformée, la réalité sociale. L'idéologie est ainsi dans une relation d'« autonomie relative » [Althusser, 1970] avec l'infrastructure matérielle qui est le réel social. Car le réel et le matériel sont ici confondus. Ce paradigme a inspiré la plupart des

constructions féministes des années 1970, et tout particulièrement lorsqu'elles se proposent de développer une analyse matérialiste de l'oppression des femmes [cf. Delphy, 1998 (1975)].

Revisitant cette approche, M. Godelier critique cette théorie de l'autonomie relative des « instances » ou des « niveaux » et développe l'idée que « la pensée n'existe pas comme une superstructure où viendraient se refléter après coup, de façon déformée, les autres composantes de la réalité sociale » [1984, p. 22]. Pour lui, « dans tout rapport social existe une part idéelle qui apparaît à la fois comme l'une des conditions même de la naissance et de la reproduction de ce rapport et comme son schéma d'organisation interne, comme une part de son armature, comme la part de ce rapport qui existe dans la pensée et qui, de ce fait, est de la pensée » [*Ibid.*, p. 21]. Ici, le réel ne se confond donc pas avec le matériel.

Ainsi, pour M. Godelier :

1. « La distinction entre infrastructure et superstructure n'est ni une distinction de niveaux ou d'instances ni une distinction entre des institutions, bien qu'elle puisse se présenter ainsi dans certains cas. Elle est, dans son principe, une distinction de fonctions. » [1984, p. 171] ; 2. Le réel comporte une part idéelle et une part matérielle indissolublement liées, la première consistant en une production de sens.

On a ici une réelle conceptualisation de l'intrication du mental et du matériel dans une théorie des rapports sociaux qui faisait défaut aux sociologues féministes. En effet, dans les années 1980, la conceptualisation proposée par Pierre Bourdieu, souvent utilisée, était – malgré tout son intérêt – peu opératoire pour elles. Dans cette conceptualisation, les rapports sociaux opposant des dominants et des dominés jouent dans des « champs » autour d'un « capital spécifique » : la transversalité du rapport entre sexes sociaux ne pouvait guère être appréhendée à partir de l'adhésion doxique et de l'habitus propres à un champ. Et d'ailleurs, lorsque Pierre Bourdieu a voulu aborder la question de la domination masculine, il a certes travaillé sur l'incorporation du mental dans les pratiques mais hors d'une analyse de la matérialité des rapports sociaux puisqu'il se place fondamentalement au niveau du symbolique [Devreux, 2000].

La conceptualisation de M. Godelier s'accompagne d'une réflexion sur la contribution de l'idéal aux processus de domination sociale. Il formule l'hypothèse selon laquelle « pour se former ou se reproduire de façon durable, des rapports de domination et d'exploitation doivent se présenter comme un échange et un échange de services. C'est ce qui entraîne le consentement actif ou passif des dominés. » [1984, p. 210]. Cette (hypo)thèse fait l'objet d'une vive critique féministe par Nicole-Claude Mathieu [1991 (1985)] pour qui « violence et consentement sont les deux mamelles d'un faux problème. » [*Ibid.*, p. 224]. Les femmes subissent en effet des contraintes matérielles qui aliènent leur conscience et limitent quasi physiquement le champ de leur pensée ; en même temps le contrôle des hommes qui « fait écran » entre « leur vie et elles », produit un envahissement de leur conscience par le pouvoir des hommes.

Ce n'est pas à mon avis la « reconnaissance » par les opprimé(e)s de la légitimité du pouvoir et des bienfaits et services des dominants qui maintient “en plus de la violence” la situation de domination, mais bien plutôt la conscience contrainte et médiatisée et l'ignorance où sont maintenues les opprimé(e)s – ce qui est leur part réelle de l'idéal et constitue, avec les contraintes matérielles, la violence, source principale de la domination. [*Ibid.*, p. 232]².

À partir de cette réflexion, Nicole-Claude Mathieu développe une critique radicale de l'idée de consentement proposée par M. Godelier : « le “consentement” suppose déjà la conscience pleine et libre du sujet et au moins la reconnaissance des *termes du contrat* sinon de toutes ses conséquences. » [1985, p. 236]. « Or l'opprimeur et l'opprimé ne sont pas des sujets à conscience identique. » [*Ibid.*, p. 231]. Monique Haicault poursuivra cette réflexion sur l'asymétrie des positions de sexe :

La doxa s'appuie sur l'adhésion doxique des dominants et des dominés. Toutefois les dominants et les dominés n'entendent pas de manière symétrique. [...] Le vieux rêve de symétrie là encore s'effondre. [...] Chaque personne entend de là où la positionnent les rapports sociaux et depuis sa prise de conscience. [Haicault, 1993, p. 17].

² Tous les mots soulignés dans les citations l'ont été par l'auteur-e.

Au-delà de la pertinence des critiques de Nicole-Claude Mathieu, il faut noter que M. Godelier n'a jamais été aveugle à la violence de la domination masculine ni à la résistance des dominées. Dès *La Production des grands hommes*, son recours à l'idée de consentement est souvent nuancé (« [...] un certain consentement [...] ») et il insiste sur le fait que « [...] l'existence d'un consentement n'implique aucunement l'inexistence de diverses formes de résistance, d'opposition des femmes à l'ordre qui les domine » [Godelier, 1982, p. 60]. Il consacre tout un chapitre à analyser « La nature des rapports hommes-femmes chez les Baruya » dont le sous-titre développe les caractéristiques : « Violence et consentement. Résistance et répression » [1982, p. 221-251]. On peut cependant regretter que, dans ses travaux récents, M. Godelier conserve son hypothèse, envisageant un tandem consentement-résistance [2007, p. 220], sans citer les critiques de Nicole-Claude Mathieu ni engager le débat avec elle.

De son côté, Richard Eves [1991] propose une critique du système interprétatif de M. Godelier englobant certaines de celles qui viennent d'être présentées. Il y voit tout d'abord une approche qui, en se focalisant sur les fonctions et en insistant sur le fonctionnement *simultané* de l'idéal et du matériel, au détriment d'un travail sur leurs *relations*, développe une vision fonctionnaliste et n'est pas en mesure de proposer une théorie dialectique de l'histoire.

S'inscrivant dans le cadre analytique proposé par Paul Ricœur [1997] – celui-ci travaillant à partir d'une relecture de différents auteurs, dont Max Weber –, M. Godelier souligne ensuite que toute structure de pouvoir est asymétrique en ce qu'elle développe une tension « entre la prétention à la légitimité revendiquée par le pouvoir et la croyance dans cette légitimité que proposent les citoyens [...]. Dans sa prétention à la légitimité, toute autorité (pouvoir) demande plus que ce qu'offrent les membres en termes de croyance. » [Ricœur, 1997, p. 33]. Pour Richard Eves, en demandant plus que ce qu'il peut donner, le pouvoir laisse prise au questionnement, à la contradiction donc au changement [1991, p. 121] ; et c'est en laissant de côté ces contradictions au sein des systèmes de domination que M. Godelier échoue à intégrer une dialectique de

l'histoire dans sa théorisation de l'idéal³. N'aurait-on pas ici un « pont » avec cette notion si complexe de consentement qui arrive à décrire « l'état de victime consentante, mélange incongru de passivité et d'activité » [Fraisie, 2007, p. 86]. Dans son analyse de la société baruya traditionnelle, M. Godelier travaille sur ces faibles écarts entre victimes de la domination et actrices résistantes, en soulignant clairement que les femmes ne sont pas dupes... mais qu'elles n'avancent pas de contre-modèle [1982, p. 236].

Un autre apport de M. Godelier à la compréhension des processus de domination masculine vient de ce qu'il les étudie du côté des dominées mais aussi et surtout du côté des dominants, donnant ainsi des éléments pour nourrir le constat de Geneviève Fraisie : « Le consentement du dominé se double du consentement du dominant à la domination. » [2007, p. 86]. Il met ainsi au jour les secrets que les hommes partagent entre eux pour asseoir leur pouvoir sur les femmes et décrit minutieusement les processus de socialisation des hommes à la domination des femmes. Daniel Welzer-Lang [2004] rend ainsi hommage à son approche « à l'opposé d'une démarche dite asexuée et en réalité androcentrique » [*Ibid.*, p. 120] : c'est *La Production des grands hommes* [1982] qui lui a fait comprendre l'importance de décrire comment « les violences exercées plus tard sur les femmes s'ancrent d'abord dans les violences contre le corps des (jeunes) hommes exercées par leurs aînés ou par leurs pairs » [Welzer-Lang, 2004, p. 121]. S'inspirant des analyses de M. Godelier sur ce qui se passe dans les maisons des hommes chez les Baruya, Daniel Welzer-Lang en vient ainsi à utiliser la notion de « maison-des-hommes » pour décrire cette socialisation des hommes à la domination.

Pour conclure sur les processus qui alimentent la domination masculine, on reviendra sur un autre volet de l'approche de M. Godelier, celle qui décrit le rapport entre masculin et féminin comme « englobement de l'un par l'autre » [1995, p. 441]. L'englobement comme figure de la hiérarchie semble plus intéressant pour une approche en termes de rapports sociaux que l'idée de « partage » et *a fortiori* celle,

³ Chez Ricœur, c'est de la dialectique entre l'idéologie – comme « processus d'identification qui reflète l'ordre » – et l'utopie – « un regard qui vient de nulle part » [...] « (qui) opère à la façon d'une rupture » [1997, p. 350] que naît le changement.

éminemment délicate on l'a vu, de « consentement ». On rejoint ici Louis Dumont [1983, p. 140-141] qui décrit la relation hiérarchique comme « englobement du contraire » : « L'élément fait partie de l'ensemble, lui est en ce sens consubstantiel ou identique, et en même temps il s'en distingue ou s'oppose à lui ». Louis Dumont distingue ainsi la relation hiérarchique de la relation de pouvoir – qu'on peut préciser comme le pouvoir d'agir. Or M. Godelier souligne que la relation d'englobement pose le problème du pouvoir politique qu'il décrit comme « le droit à représenter le tout et à arbitrer les conflits au nom du tout qui fonde l'usage légitime de la violence. » [1995, p. 441].

On retrouve ici le fil conducteur de Nicole-Claude Mathieu : le masculin sert de référent général [Mathieu, 1991 (1971)], il dit la vision légitime du monde, de l'ordre social et, ce faisant, de l'ordre des sexes : il domine, matériellement et symboliquement.

La domination masculine et ses fondements

Tout d'abord, M. Godelier prend ses distances avec la thèse de Lévi-Strauss qui voyait dans la prohibition de l'inceste le passage de la nature à la culture, de l'animalité à l'humanité, créant du lien social en obligeant les hommes à échanger des femmes. Or il a été montré que les échanges matrimoniaux peuvent revêtir d'autres formes que l'échange des femmes entre les hommes : l'échange des hommes entre les femmes – même si le cas est peu fréquent – et enfin « l'échange des hommes et des femmes entre des familles qui donnent naissance à d'autres familles, comme c'est le cas dans nos sociétés occidentales par exemple. » [Godelier, 1999, p. 488-489]. En ne retenant que la première forme, Lévi-Strauss faisait de la domination masculine un fait universel. Et il faisait en même temps de la parenté l'origine des sociétés humaines, ce que M. Godelier va critiquer.

Mais alors où s'inscrit cette domination masculine ? Dans quel lieu de la société ? C'est ici que son approche des fondements de cette domination intéresse notre questionnement en termes de rapports entre sexes sociaux. Une fois abandonnée l'hypothèse de la prohibition de l'inceste comme fondement du lien social, M. Godelier a cherché du côté d'« une nécessité anonyme qui s'impose à tous les humains

de devoir sacrifier quelque chose de leur sexualité pour continuer à produire de la société. » [1999, p. 489].

Tout d'abord, à ses yeux, l'interdiction de l'inceste n'est qu'une forme de socialisation de la sexualité et la définition de son périmètre varie selon les définitions de la parenté : « ce sont les unions sexuelles interdites qui donnent au tabou de l'inceste forme et contenu » [2004, p. 505].

Il constate ensuite que la sexualité, constituée de deux dimensions – la recherche du plaisir et la reproduction de la vie – est « a-sociale » (et non anti sociale) et en déduit qu'elle peut « dans certaines circonstances unir et dans d'autres diviser les individus et les groupes sociaux. C'est la raison pour laquelle dans toutes les sociétés, l'exercice de la sexualité est subordonné à la reproduction d'autres rapports sociaux qui n'ont rien à voir avec elle. » [2005, p. 16]. Cette subordination est « en quelque sorte “structurelle” de l'exercice de la sexualité aux conditions de reproduction d'autres rapports sociaux qui les englobent, les font servir à leur propre usage et les dominant. C'est pour cette raison que tout ordre social [...] est en même temps un ordre sexuel c'est-à-dire un rapport d'ordre entre les sexes. » [*Ibid.*, p. 16]. Mais arrivés ici dans le raisonnement, pourquoi la *domination* masculine ?

Dans la dimension de recherche du plaisir, il s'agit de réguler (contrôler ?) les comportements des êtres humains qui les mettent en relation et produisent du social. Dans la dimension de reproduction de la vie, c'est le contrôle par les hommes des capacités reproductives des femmes qui est à l'origine de la domination masculine, M. Godelier rejoignant ici les thèses de Françoise Héritier [1996] et de Paola Tabet [1998].

Ayant abandonné la posture marxiste qui le poussait à voir dans ses fonctions d'organisation de la production la dominance d'un rapport social, il rejette aussi le postulat de Lévi-Strauss et affirme : « La parenté n'a pas le pouvoir de faire de la société un tout » [2003, p. 32]. Son projet est aujourd'hui de « découvrir à chaque fois la configuration particulière des rapports hommes-femmes existant dans une société à travers tous les domaines de la pratique sociale et en isolant les rapports-charnières qui nouent une société locale en un tout » [*Ibid.*]. On rejoint ici, me semble-t-il, le fil de ses réflexions des années 1960 et 1970 dans lesquelles j'avais vu un appel à la

transversalité. Dans un projet sociologique qui vise à rendre compte d'une totalité sociale en saisissant les arêtes que sont les rapports sociaux « charnières » dans une société donnée, il affirme : « Il faut donc prendre acte que les lieux et les formes du pouvoir au sein d'une société donnée sont à la fois nombreux, divers, hiérarchisés et en partie en conflit les uns avec les autres » [*Ibid.*].

Au bout du compte, ayant abandonné l'économie autant que la parenté comme fondements des sociétés humaines, M. Godelier travaille aujourd'hui dans l'idée que seul le politique – et/ou le religieux – peut assumer le tout d'une société. Et, situant le rapport hommes-femmes au cœur de cet ordre politique – tout ordre politique est donc, en même temps, un ordre sexuel –, il place les enjeux des « rapports inégaux entre les sexes au-delà de la famille, dans la place qu'occupent les hommes et les femmes dans les rapports politiques (et aussi religieux) qui permettent de gouverner la société dans sa globalité. » [2005, p. 20].

BIBLIOGRAPHIE

ALTHUSSER Louis (1970), « Idéologie et appareils idéologiques d'État. (Notes pour une recherche) », *La Pensée*, n° 151, juin, p. 3-38. Réédité in Louis ALTHUSSER, *Positions (1964-1975)*, Éditions sociales, Paris, 1982, p. 67-125.

BATTAGLIOLA Françoise, COMBES Danièle, DAUNE-RICHARD Anne-Marie, DEVREUX Anne-Marie, FERRAND Michèle, LANGEVIN Annette (1990 [1986]), « À propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques », rapport pour le CNRS ; publié dans la Collection du Centre de Sociologie Urbaine (CSU), Paris.

CHABAUD Danielle et FOUGEYROLLAS Dominique (1984), « À propos de l'autonomie relative de la production et de la reproduction », in *Le Sexe du travail*, Presses universitaires de Grenoble, Grenoble, p. 239-254.

DAUNE-RICHARD Anne-Marie et HAICAULT Monique (1985), « Le poids de l'«idéal» dans les rapports sociaux de sexe », *Cahiers de l'APRE*, n° 3, PIRTTEM/CNRS, Paris, p. 49-94.

DAUNE-RICHARD Anne-Marie et DEVREUX Anne-Marie (1990 [1986]), « La reproduction des rapports sociaux de sexe », in Françoise BATTAGLIOLA *et al.*, « À propos des rapports sociaux de sexe. Parcours épistémologiques », rapport pour le CNRS ; publié dans la Collection du Centre de Sociologie Urbaine (CSU), Paris, p. 117-233.

DELPHY Christine (1998 [1970]), « L'ennemi principal », *Partisans*, novembre, réédité in Christine DELPHY, *L'Ennemi principal*, tome I, *Économie politique du patriarcat*, Syllepse, Paris, p. 31-56.

—, (1998 [1975]), « Pour un féminisme matérialiste », *L'Arc*, n° 61, avril, réédité in Christine DELPHY, *L'Ennemi principal*, tome I, *Économie politique du patriarcat*, Syllepse, Paris, p. 271-282.

DEVREUX Anne-Marie (2000), « Sociologie contemporaine et re-naturalisation du féminin », in GARDEY Delphine et LÖWY Ilana (dir.), *L'Invention du naturel. Les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*, Éditions des archives contemporaines, Paris, p. 125-136.

DUMONT Louis (1983), *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*, Seuil, Paris.

EVES Richard (1991), « Ideology, Gender and Resistance : a Critical Analysis of Godelier's Theory of Ideology », *Dialectical Anthropology*, 16, Kluwer Academic Publisher, p. 109-124.

FRAISSE Geneviève (2007), *Du consentement*, Seuil, Paris.

GODELIER Maurice (1969), *Rationalité et irrationalité en économie*, 2 vol., Maspero, Paris.

—, (1973), *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, 2 vol., Maspero, Paris.

—, (1975 [1957]), « Présentation », in Karl POLANYI et M. Conrad ARENSBERG (dir.), *Les Systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, Larousse, Paris, p. 9-32.

—, (1978), « La part idéelle du réel : essai sur l'idéologique », *L'Homme*, XVIII, 3-4, p. 155-188.

—, (1982), *La Production des grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle Guinée*, Fayard, Paris.

- , (1984), *L'Idéal et le matériel. Pensée, économies, sociétés*, Fayard, Paris.
- , (1995), « Du quadruple rapport entre les catégories de masculin et de féminin », in EPHESIA, *La Place des femmes. Les enjeux de l'identité et de l'égalité au regard des sciences sociales*, La Découverte, Paris, p. 439-446.
- , (1999), « Introspection, rétrospections, projections », Conférence de clôture par Maurice Godelier, in DESCOLA Philippe, HAMEL Jacques, LEMONNIER Pierre, (dir.), *La Production du social. Autour de Maurice Godelier*, Fayard, Paris, p. 467-493.
- , (2003), « Anthropologie et recherches féministes. Perspectives et rétrospectives », in Jacqueline LAUFER, Catherine MARRY, Margaret MARUANI (dir.), *Le Travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve des différences de sexe*, La Découverte-Mage, Paris, p. 23-34.
- , (2004), *Métamorphoses de la parenté*, Fayard, Paris.
- , (2005), « Femme, sexe ou genre ? », in Margaret MARUANI (dir.), *Femmes genre et sociétés*, La Découverte, Paris, p. 15-20.
- , (2007), *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*, Albin Michel, Paris.
- GUILLAUMIN Colette (1992 [1978]), « Pratique du pouvoir et idée de nature », *Questions féministes*, n° 2, réédité in Colette GUILLAUMIN, *Sexe, race et pratique du pouvoir. L'idée de Nature*, Côté-femmes, Paris, p. 13-48.
- HAICAULT Monique (1993), « La doxa de sexe, une approche du symbolique dans les rapports sociaux de sexe », *Recherches féministes*, vol. 6, n° 2, Québec, p. 7-20.
- , (2000), *L'Expérience du quotidien. Corps, espace, temps*, Les Presses de l'université de Montréal, Montréal.
- HÉRITIER Françoise (1996), *Masculin/Féminin. La pensée de la différence*, Odile Jacob, Paris.
- MATHIEU Nicole-Claude (1991 [1971]), « Notes pour une définition sociologique des catégories de sexe », *Épistémologie sociologique*, n° 11, p. 19-39, réédité in Nicole-Claude MATHIEU, *L'Anatomie politique*, Côté femmes, Paris, p. 17-41.
- (1991 [1973]), « Homme-culture et femme-nature », *L'Homme*, juillet-septembre, p. 101-113, réédité in Nicole-Claude MATHIEU, *L'Anatomie politique*, Côté femmes, Paris, p. 43-61.

— (1991 [1985]), « Quand céder n'est pas consentir », in MATHIEU Nicole-Claude (dir.), *L'Arraînement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*, Éditions de l'EHESS, p. 169-247, réédité in Nicole-Claude MATHIEU, *L'Anatomie politique, Côté femmes*, Paris, p. 132-225.

POLANYI Karl, ARENSBERG Conrad M., PEARSON Harry W. (dir.) (1957), *Trade and Market in the early empires*, The Free Press, Glencoe, Ill.

RICŒUR Paul (1997 [1986]), *L'Idéologie et l'utopie*, Seuil, Paris.

TABET Paola (1998), « Fertilité naturelle, reproduction forcée », in *La Construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, L'Harmattan, Paris, p. 77-180.

WELZER-LANG Daniel (2004), *Les hommes aussi changent*, Payot, Paris.

